

Les infos

Vendredi 14 février 2014



LES IDES DE MARS

... furent funestes à Jules César qui ne tint pas compte des prédictions de l'haruspice. Bis repetitae en mars 2014, 1970 ans plus tard ? Car ce mois de mars s'annonce houleux. La politique salariale d'abord, le taquet est atteint après la publication des résultats et les annonces triomphantes : le retour à bonne fortune s'accompagne d'un généreux arrosage des actionnaires et d'une politique salariale encore plus discriminatoire. Le 5 mars commencera l'annonce des attributions de bonus et de variable. La CGT a prévenu et le redira à Frédéric Oudéa qui doit recevoir les syndicats le 25 février : si fin mars, une négociation n'est pas engagée pour encadrer la distribution du variable et le conformer à la jurisprudence de la Cour de cassation, nous engagerons une action judiciaire. Il est de notre responsabilité de mettre un coup d'arrêt à la volonté d'accentuer encore « le distribuer plus à quelques-uns pour distribuer moins à tous les autres » du conseil d'administration, et nous le ferons.

LES NOUVELLES DU FRONT

Le PSE sera fermé pour les départs volontaires le 25 février au soir. La centaine de candidats, tous « non directement concernés », qui reste sera informée par mail. La CGT a insisté pour qu'ils puissent saisir la commission de suivi et de recours, car un bon nombre pourrait se retrouver en délicate posture vis-à-vis de

leurs managers qui les considéraient déjà partis. Cette fois-ci, la poursuite du reclassement des dossiers en cours au CMM n'a pas posé de problème, la longue bataille engagée par la CGT dans le cadre du PSE SGCIB a porté ses fruits. En principe, les services centraux ne sont plus visés que par un dernier PSE, celui de GTPS, qui démarrera le 3 mars pour la prise des RDV. Une réunion s'est tenue avec la Direction pour discuter des mesures de l'accord du 13 février qui avaient une durée limitée. La Direction a refusé de prolonger la majoration de l'indemnité de fin de carrière. Il n'est désormais plus possible de s'engager à partir en retraite dans les 12 mois en échange de cette majoration. Le coût de cette mesure, plus de 44 millions, en est la cause. La Direction a par contre proposé de renouveler « son engagement de recruter au moins 500 jeunes de moins de 26 ans en 2014 », ce qui ne mange pas beaucoup de pain au regard du nombre de départ généré justement en 2014 par cette fameuse majoration. Enfin, le temps partiel pour la filière « expertise » va être prolongé lui aussi, bien qu'il soit un échec cuisant : 2 contrats signés ! La CGT a proposé, vu le nombre de « NDC » qui va rester en plan, d'élargir à la création d'entreprise ce type de temps partiel. La Direction n'a pas encore dit oui.

EN DESSOUS DE NOS ATTENTES

Contents d'eux, à DRHG, avec les stats du processus d'évaluations de 2013. 20% de formulaires non signés, 90% de ceux signés sont au moins « au niveau des attentes ». C'est juste dans les 30.000 formulaires non validés, dont plusieurs milliers pour la France, et plusieurs milliers aussi qui sont « en dessous des attentes ». A la commission de suivi, la CGT a mis les pieds dans le plat. Après 3 ans d'expérience, il n'est plus temps de continuer à rêver d'un monde éthéré de « dialogue », même encadré. La CGT exige la suppression des classements par niveau, sources de toutes les dérives. Suite en mars.



CGT Société Générale
Paris La Défense 92972 CX - 01.42.14.30.68
cgt.sg@wanadoo.fr
Internet : www.premiumwanadoo.com/cgt.sg/
Intranet : Portail SG, Salariés France, Espace syndical, CGT